

HASSAN HATTAB

Un terroriste qui a «quelques rendez-vous avec la justice»

Terroriste de la première heure, responsable du GIA et membre fondateur du GSPC, Hassan Hattab se transforme aujourd'hui en objet de conscience. Condamné à la peine capitale à plusieurs reprises, sa situation vis-à-vis de la justice reste très ambiguë.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le cas Hattab reste aujourd'hui encore une véritable énigme. Il a adressé hier un «appel pour l'arrêt des combats» aux terroristes du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) affilié à Al Qaïda, organisation dont il est le fondateur. S'adressant à ses pairs sur le ton du grand frère, Hassan Hattab, alias Abou Hamza, estime que «le combat» est une «voie sans issue». «Vous savez que nous vous avons précédé. Nous avons évalué notre parcours avec dévouement et avons conclu que c'est une voie sans issue (...) comme je vous recommande de vous remettre en cause et d'abandonner vos actes ainsi que de revenir à la société et vos familles.» Etrange déclaration d'un individu qui a commis les pires crimes au nom de Dieu et de la religion. Présenté comme ayant cessé toute activité depuis 2005, Hassan Hattab avait, au courant de l'été 2007, menacé de reprendre les armes. Quelques semaines plus tard, il sera «cueilli» par les services de sécurité. Déjà ambiguë, sa situation vis-à-vis de la justice l'est encore plus depuis. Pour paraphraser Ahmed Ouyahia, il est utile de rap-

peler que Hattab «a quelques rendez-vous avec la justice». Cité dans une multitude d'affaires criminelles, il a été condamné plusieurs fois à la peine capitale par contumace. Etant jugé par contumace, cela signifie qu'il est toujours en fuite. Mais au fait, où se trouve donc Hassan Hattab ? A-t-il bénéficié des dispositions de la réconciliation nationale ? Joue-t-il un rôle dans la lutte antiterroriste ? Le mystère reste entier. Sortons de l'amnésie générale dans laquelle a été plongée l'Algérie depuis quelques années pour reve-

nir sur le parcours de ce terroriste. Né le 14 janvier 1967 à Rouiba, Hassan Hattab effectue son service national à l'Ecole des troupes aéroportées de Biskra. C'est à cette période qu'il rencontre Amari Saïfi et Abbi Abdelaziz, respectivement Abderezak El Para et Okacha El-Para. A sa sortie, il milite dans les rangs du Front islamique du salut (FIS dissous) et rejoint les premiers maquis islamistes en 1992. D'actes terroristes en massacres, il gravi très vite les échelons du Groupe islamique armé. Il est promu chef de la zone 2 du GIA (Boumerdès et Grande-Kabylie), au sein de laquelle activent plusieurs membres de sa famille. En 1998, il décide de créer sa propre organisation terroriste : le

Groupe salafiste pour la prédication et le combat. Bien que «ciblées», les actions du GSPC sèment la terreur dans de nombreuses régions du pays, notamment au centre, dans les Aurès et au sud. Donné pour mort à plusieurs reprises, Hassan Hattab finira par se «mettre au vert» au courant de l'année 2005. Des informations font même état de «privilèges» dont il aurait bénéficié, lui et les membres de sa famille, pour avoir participé au processus de reddition des terroristes. Mais au vu de la situation sécuritaire actuelle, il est clair que Hassan Hattab a échoué dans sa mission. Et ce n'est pas son «appel» qui pourrait y changer grand-chose.

T. H.

ASSASSINÉ PAR LES FRÈRES HATTAB

Kasdi Merbah, quinze ans après

Quinze années ont passé depuis l'assassinat de Kasdi Merbah. Le 21 août 1993, Kasdi Merbah, de son vrai nom Khalef Abdellah, tombe dans une embuscade tendue par des terroristes à Alger-Plage, localité située à l'est de la capitale. Son frère et son fils décèdent eux aussi dans cet attentat. Les frères Hattab sont accusés d'avoir perpétré l'opération terroriste.

Né en 1938 à Beni-Yeni, Kasdi Merbah embrasse la cause nationale dès le déclenchement de la Révolution. Après l'Indépendance, il dirige la Sécurité militaire de 1965 à 1979. Après la mort de Boumediene et l'arrivée au pouvoir de Chadli Bendjeddid, Kasdi Merbah est élu au Bureau politique du FLN et nommé secrétaire général

du ministère de la Défense. Il avait ensuite occupé diverses fonctions ministérielles : vice-ministre de la Défense de 1980 à 1982, ministre de l'Industrie lourde de 1982 à 1984, de l'Agriculture de 1984 à 1988, de la Santé, avant d'être finalement nommé chef du gouvernement après les émeutes d'Octobre 1988. Avec l'ouverture démocratique, il crée son propre parti politique, le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD). Selon les témoignages de ses proches, peu avant sa mort, Kasdi Merbah devait lancer une initiative visant à trouver un accord de paix définitif qui aurait mis fin au terrorisme. Ses assassins n'ont toujours pas été condamnés.

T. H.

«La seule logique terroriste»

Faut-il craindre le pire durant le mois de Ramadan ? C'est la question que se posent aujourd'hui les analystes de la question sécuritaire algérienne, au lendemain de la vague d'attentats terroristes qui ont coûté la vie à des dizaines de personnes.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Mathieu Guidere, professeur à l'université de Genève et auteur de *Al-Qaïda à la conquête du Maghreb : Le terrorisme aux portes de l'Europe* (Ed. Du Rocher), a indiqué dans un entretien accordé avant-hier sur le site en ligne de *Paris Match*, qu'«il craint le pire pour le Ramadan». Selon lui, «deux phénomènes expliquent la flambée

de violence actuellement en Algérie». Il s'agit, a-t-il ajouté, «de la nouvelle spirale de violence, qui a démarré début juillet, après l'entretien accordé par Abdelmalek Droukkel, numéro un de l'ex-GSPC algérien, devenu en 2006 Al-Qaïda au Maghreb, au *New York Times*. Il avait alors annoncé une campagne de représailles contre les forces de sécurité algériennes». L'autre expli-

cation est d'ordre théologique. A ce titre, il dira que «les islamistes fonctionnent selon le calendrier de l'Hégire, le calendrier des musulmans. Ils croient véritablement que des préceptes recommandent de mener des actions de djihad à certaines périodes. Et il se trouve que, selon eux, le mois de châabane, qui précède le ramadan, est propice à des actions violentes. Et nous sommes dans cette période». Or, pour d'autres analystes, la nuisance terroriste n'a jamais marqué une halte ou encore choisi une période

par rapport à une autre pour commettre ses forfaits. Que ce soit pour le GIA ou pour le GSPC, les attentats terroristes n'ont jamais connu de trêve. Ces derniers n'accusent un recul dans leurs actions que lorsque, le discours politique officiel se montre réconciliant avec la mouvance islamiste. Ils commettent leurs actes dès qu'ils considèrent la situation propice. Les «partisans» de la terreur n'obéissant à aucune logique si ce n'est celle de profiter de la moindre faille pour passer à l'acte.

A. B.

CHU NEDIR  
DE TIZI-OUZOU  
L'une des victimes  
de l'attentat  
des Issers  
a succombé  
à ses blessures

Sur la brèche depuis mardi, lorsque des blessés de l'attentat commis contre l'Ecole supérieure de la gendarmerie des Issers y ont été acheminés, le CHU Nedir de Tizi-Ouzou a vécu, hier, une autre de ces stressantes journées, mais cela n'a pas pour autant influé sur la mobilisation à toute épreuve des personnels.

En effet, tout a été mis en œuvre pour la réception et la prise en charge des blessés de l'attentat kamikaze d'hier ayant visé un véhicule de transport du personnel de SNC Lavalin.

Mais en raison de l'état jugé pas très grave des deux travailleurs de la société canadienne transférés sur le CHU de Tizi-Ouzou, c'est plutôt vers le service chirurgie que les regards étaient focalisés.

Deux des cinq jeunes hommes reçus la veille luttaient toujours contre la mort. Malheureusement, peu avant la mi-journée, l'un des deux blessés a succombé en dépit de tout ce qui a été entrepris pour le sauver.

Selon diverses sources, il s'agirait d'un Batnéen de 22 ans qui aurait un lien de parenté avec l'ex-président de la République, Liamine Zeroual, qui s'était rendu aux Issers, comme la plupart des victimes, s'inscrire pour passer le concours qu'organise annuellement l'Ecole supérieure de gendarmerie.

A. M.

L'aveu d'impuissance de Bouteflika

Après l'assassinat, dernièrement, d'un officier supérieur de l'ANP, commandant le secteur militaire de Jijel, après les attentats de Skikda, c'est au tour de quarante-cinq jeunes, se préparant à passer un concours de recrutement à l'Ecole de gendarmerie des Issers, de venir s'ajouter à la macabre liste des victimes de la tragédie nationale. L'escalade terroriste islamiste ne risque telle pas de se poursuivre ?

Le CCCR dénonce cet attentat aveugle, fauchant indistinctement civils et militaires, s'incline devant leur mémoire et présente à leurs familles ses condoléances les plus attristées.

Cependant, il estime que cette nouvelle agression contre la société et la République, intervenant la veille du 20 Août, du Ramadan et de la rentrée sociale, devrait inciter à une réflexion plus approfondie quant aux causes et conséquences de la tragédie

nationale. Face à ces drames répétés, dont le peuple ne voit pas la fin depuis plus de quinze longues et sanglantes années, le pouvoir poursuit sa fuite en avant, en trompant le peuple sur la fin du terrorisme qui en serait, selon lui, à ses derniers instants. Mais il persiste dans l'affirmation et la réaffirmation de sa désastreuse politique de réconciliation nationale dont aucun bilan ni aucune évaluation objective n'ont été présentés aux citoyens, qui en sont les premières victimes, ni aux forces de l'ordre, solide rempart de la République, ayant déjà payé un lourd tribut. Pis, le chef de l'Etat continue à tendre la main aux terroristes au-delà des dates limites fixées par sa propre loi.

De plus, impuissant et aux abois, le pouvoir ose demander au peuple de s'engager dans la lutte contre le terrorisme, alors que c'est ce même pouvoir qui n'a pas hésité à démanteler et détruire,

sans ménagement ni reconnaissance, le front de résistance populaire constitué par les patriotes et les GLD.

Mieux, il n'a rien trouvé de mieux que de jeter en prison, le moudjahid Gharbi, pour complaire aux commanditaires du terrorisme, en versant à leurs protégés des prébendes indues, au désespoir des familles des victimes n'ayant eu droit à aucun égard ni réparation morale.

En outre, il n'hésite pas, chaque fois que le peuple manifeste pour réclamer ses droits légitimes, comme ces enseignants contractuels grévistes de la faim, de matraquer sans aucun ménagement, manifestants et manifestantes, au lieu de dialoguer pacifiquement avec eux. Bien au contraire, tout accès au dialogue est non seulement refusé, mais réprimé par la force, au déni de tous droits. L'indifférence, le mépris et la répression ont entraî-

né des milliers de jeunes à se droguer, prendre le maquis, devenir kamikaze ou vouloir fuir leur pays au risque de leur vie.

Le peuple pris en otage est ainsi devenu l'enjeu d'une lutte entre les groupes terroristes, qui veulent lui faire croire qu'ils ne visent que des objectifs militaires, et le pouvoir qui n'a d'autre objectif que de se perpétuer, et ce, à n'importe quel prix.

Mais, en définitive, c'est toujours le peuple, la jeunesse algérienne et les forces de l'ordre, luttant sans calcul contre le terrorisme, qui paient au prix fort la facture de la mort.

Le chef de l'Etat, toujours absent au moment des drames ayant déchiré et endeuillé le pays, fait intervenir ses services plutôt que sa personne par un communiqué de circonstance, réaffirmant des vérités éculées. Le président Sarkozy se rend en Afghanistan pour rendre un dernier hommage

aux dix soldats français tués.

Lors de sa rencontre avec les maires, ouvrant avant l'heure la campagne électorale pour les prochaines présidentielles, il n'a brocardé ministres, walis et autres présidents d'APC, que pour se dédouaner. Avouant son échec, il n'a cependant soufflé mot sur la réconciliation nationale, dont il a fait son cheval de bataille et l'essentiel de sa ligne politique intérieure et extérieure, visant rien moins que le prix Nobel de la Paix. La dernière série d'attentats en a sonné le glas ! Après l'aveu de l'échec de sa gouvernance, c'est aujourd'hui l'aveu de son impuissance.

Au Pakistan, le président Mousharez devant ses échecs répétés a fini par jeter l'éponge. Le chef de l'Etat algérien aura-t-il la dignité d'en faire autant ?

Alger le 19.08.08

Le Bureau national  
du CCCR